



**PERSPECTIVE ECONOMIQUE POUR LE  
MONDE EN 2017**

**PERSPECTIVE ECONOMIQUE DU TOGO  
POUR 2017**

**LE TOGO ET LE FMI TROUVENT UN  
ACCORD**

**CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LE TOGO  
ET LA BANQUE MONDIALE**

**LE PROGRAMME D'URGENCE DE  
DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

**LE SOMMET AFRIQUE-FRANCE : BAMAKO  
2017**

**LE PRIX DES PRODUITS PETROLIERS EN  
HAUSSE**

Selon le FMI, l'an dernier, le produit intérieur brut (PIB) mondial a enregistré sa plus mauvaise performance depuis la fin de la crise financière, avec une progression de 2,3 %.

Globalement, les pays avancés devraient connaître un regain de croissance, l'accélération aux États-Unis compensant le ralentissement dû au Brexit en Europe. Les pays émergents devraient continuer de décélérer, sous l'effet ralentisseur du rééquilibrage de la Chine et de la détérioration de la démographie. Il est prévu une expansion du PIB mondial de 3.3% en 2017, tout en reconnaissant les risques de baisse liés notamment au protectionnisme commercial et au montant record de dettes en USD plus difficiles à rembourser après l'appréciation historique du billet vert.

La Banque Mondiale a revu à la hausse ses prévisions de croissance des prix des métaux et anticipe une augmentation de 11% contre les 4% annoncés dans ses prévisions d'octobre. Cette révision est due à un nouveau resserrement de l'offre et de la forte demande de la Chine et des économies avancées. Les prix des produits agricoles quant à eux devraient augmenter de moins de 1% en 2017. De légères augmentations sont prévues pour les huiles et les produits oléagineux et d'autres matières premières agricoles, mais les prix des céréales devraient diminuer de près de 3% à la faveur des perspectives plus favorables de l'offre.

Sur l'ensemble de la zone euro, la croissance atteindrait 1,7 % cette année. Cette dynamique permettra de réduire le taux de chômage ; mais, en fin d'année 2017, il

serait néanmoins encore 2 points au-dessus de son niveau d'avant-crise (9,3 % contre 7,3 % en fin d'année 2007).

La combinaison de réduction d'impôts et d'augmentation des dépenses devrait pousser la croissance du PIB américain au-delà de 2% en 2017 et 2018. Comme il reste peu de marge inutilisée dans l'économie, les mesures budgétaires permettront à l'inflation d'atteindre l'objectif de la Fed pour la première fois en cinq ans, mais la persistance d'un dollar fort et des défis démographiques devraient empêcher un emballement des prix.

En Afrique, la Banque mondiale, le FMI et la Banque africaine de développement, même si cette dernière est plus optimiste dans sa prospective, tirent la sonnette d'alarme pour que l'Afrique retrouve en 2017 une croissance durable, forte et équilibrée.

Le gouvernement tanzanien table sur une croissance économique de 7,5 % en 2017 et de 7,9 % en 2018.

Après avoir été de l'ordre de 3.6 % l'année écoulée, la croissance en Algérie devrait ralentir à 2,9 % en raison d'un recul des dépenses en travaux publics et des retards dans les réformes du régime fiscal et des subventions selon la Banque Mondiale.

La Côte d'Ivoire devrait connaître en 2017 une croissance de 8,5 %. Depuis deux ans maintenant, les investisseurs saluent les multiples réformes engagées par le pays devenu champion de la croissance en Afrique francophone.

Selon les chiffres officiels du FMI, en quatre ans, le Sénégal aurait retrouvé la voie d'une croissance stable et pérenne pour faire enfin décoller son économie : 6,6 % en 2016 et 6,8 % en 2017.

Au Ghana, selon la Banque africaine de développement, la croissance économique

devrait repartir à la hausse, aidée par une bonne transition démocratique.

L'Afrique du Sud conserve sa note financière, mais reste menacée de dégradation. Depuis des mois, l'ombre d'une dégradation plane avec insistance sur le pays le plus développé du continent. Fitch prévoit une croissance de 1,3 % en 2017 et 2,1 % en 2018.

---

### PERSPECTIVE ECONOMIQUE DU TOGO POUR 2017

---

Pour 2017, le taux de croissance prévisionnel est de 5 % avec un taux d'inflation estimé à 2,5 % du PIB.

Les réformes fiscales seront poursuivies, notamment l'élargissement de la base fiscale visant à desserrer l'étau sur les grandes entreprises, de même que la recherche de nouvelles niches fiscales et la politique d'innovation fiscale, permettant d'améliorer le taux de pression fiscale qui se chiffrerait à 22,1 % en 2017.

Avec 46,8 % des dépenses publiques qui seront orientées vers les secteurs sociaux et mises en œuvre à travers le Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDC) et le PAPV, on s'attend à une amélioration des conditions de vie des populations vulnérables dans les différentes régions de notre pays, avec un accent particulier sur le développement des infrastructures et la réduction de la pauvreté.

Malgré la mise en place de l'Office togolais des recettes (OTR), les recettes publiques tardent à amorcer le décollage tant attendu. Il suffit de voir les progressions

annuelles pour s'en rendre compte. Si en 2014, année de la mise en route de l'OTR, l'augmentation des recettes était de 17,7%, elle est passée à 18,8% en 2015 et sera de 18,9% en 2016. En 2017, le FMI prévoit une augmentation de 19,1%. Mais à côté de cette difficulté à engranger des recettes, l'Etat ne réduit point ses dépenses publiques. Puisque de 22,5% du PIB en 2010, ces dépenses sont de 27,5% en 2016 pour ensuite se situer à 27% cette année. La conséquence de l'évolution à deux vitesses entre les recettes et les dépenses, est l'augmentation de la dette publique qui est déjà supérieure à la norme communautaire de l'UEMOA.

La balance commerciale, reste déficitaire sur toute la ligne aussi bien les années antérieures qu'en 2017. Il s'avère judicieux de réduire nos importations au profit de la transformation et la consommation des produits de base locaux si on veut infléchir cette tendance.

S'agissant des réserves du Togo, on constate que depuis 2015, elles s'amenuisent en passant de 2,8% du PIB à 2,3%, laquelle tendance devrait continuer pour se situer à 2,0% en 2017.

---

### LE TOGO ET LE FMI TROUVENT UN ACCORD

---

Le Togo et le FMI sont parvenus à un accord préalable pour un programme économique. Le Togo bénéficiera au titre de la Facilité Elargie de Crédit d'un montant environ 238 millions de dollars soit 135 milliards de FCFA à 120% du quota du Togo au FMI, selon la délégation du FMI qui a rencontré les autorités togolaises entre le 5 et le 18 janvier 2017. A un taux d'intérêt nul et sans

commission, le remboursement devra se faire sur 10 ans, à compter de la cinquième année après approbation du Conseil d'administration du fonds mondial en avril prochain. Selon le FMI cet accord représente « Un financement exceptionnel ».

Ce programme vise à améliorer les conditions de vie des populations et à maintenir un environnement macro-économique stable compatible avec la viabilité de la dette publique. Afin de réduire le déficit budgétaire global pour garantir la viabilité de la dette à long terme, il s'agira pour le gouvernement d'arriver à un excédent du solde primaire de 2% du PIB d'ici 2019. Ce financement d'une durée de dix (10) ans, avec un moratoire de cinq (5) ans, sera donc décaissé en sept (7) tranches ; et la première interviendra après l'approbation en avril du Conseil d'administration du Fonds monétaire international.

À cette fin, le gouvernement maîtrisera les dépenses en capital dans le budget tout en améliorant la gestion des investissements publics et en œuvrant, en partenariat avec le secteur privé ainsi que les partenaires techniques et financiers, à continuer d'améliorer les infrastructures. Il mobilisera également des recettes supplémentaires grâce à l'amélioration accrue de l'administration des recettes et à l'élargissement de l'assiette fiscale, en mettant l'accent sur la refonte du système d'exonérations et de dépenses fiscales. Ceci est orienté dans le but principalement de favoriser le secteur privé en le soulageant de la pression fiscale à laquelle il est confronté ces dernières années.

Le programme devrait susciter un soutien important de la part des partenaires au développement. Dans ce contexte, l'aide officielle sous la forme de dons et de prêts concessionnels renforcera la viabilité de la

dette. Avec des efforts constants et résolus, le programme des autorités renforcera la stabilité macroéconomique et favorisera une croissance soutenue et inclusive.

Cependant pour jouer la carte de la prudence dans la gestion des financements, plusieurs projets ont vu leurs financements suspendus ainsi que d'autres arrivés à terme qui ne se verront pas reconduire par l'Etat Togolais. Il en est ainsi du projet Bld3 pour la construction des infrastructures scolaires, du projet de construction du barrage d'Adjarala, du projet d'aménagement de 1000 ha de périmètres agrosylvopastoraux et halieutiques au Togo, le Projet PuRISE destiné à la réhabilitation des infrastructures et des services électriques... des projets qui devaient avoir un fort impact positif sur le secteur privé national.

---

#### CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LE TOGO ET LA BANQUE MONDIALE

---

En 2016, le groupe de la Banque mondiale avait démarré le processus de préparation de sa nouvelle stratégie pour le Togo dont la phase du diagnostic a pris fin en Septembre 2016. Ce qui devrait déboucher sur un cadre de partenariat. Le 30 janvier, le gouvernement togolais et la Banque Mondiale ont de façon concertée défini les grandes orientations de ce Cadre de Partenariat qui constitue la toute première stratégie à moyen terme (2017- 2020) estimé à environ 350 millions de dollars US. Il s'agit pour la BM de mettre en place les conditions pour une croissance économique plus inclusive et durable, tirée par un secteur privé dynamique et des politiques publiques efficaces. Le cadre de partenariat s'articule autour de trois grands piliers : le

renforcement de la performance du secteur privé et emplois, l'inclusion économique et sociale et la soutenabilité et la résilience. Ce cadre prévoit également le volet gouvernance qui constitue un appui aux autorités dans leurs efforts de consolidation du cadre macro-fiscale et de renforcement des institutions et de l'engagement du citoyen : l'analyse et stratégie pour la gestion de la dette, appui à la réforme structurelle et fiscale, revue du système de gestion des finances publiques et de la responsabilité de l'Etat. En d'autres termes, ce nouveau partenariat s'aligne en droite ligne sur les grandes orientations du Programme National de développement (2018-2022) en cours d'élaboration par le Togo qui remplace ainsi la SCAPE. Aussi les autorités sont en train d'identifier les priorités de développement dans le Plan National de Développement et prévoient de les intégrer pleinement dans le budget.

---

#### LE PROGRAMME D'URGENCE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PUDC) DU TOGO

---

Le gouvernement envisage de poursuivre ses politiques axées sur la croissance durable et inclusive à travers des dépenses sociales ciblées et des investissements financés de manière judicieuse à travers des programmes tels que le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) et le Programme d'Appui aux Populations Vulnérables (PAPV). Ces programmes permettront de réaliser, entre autres, des écoles, des centres de santé, des points d'eau potable et l'assainissement de base ainsi que la construction des routes, des pistes rurales, l'aménagement hydro-agricoles, les infra-

structures de stockage et de transformation des produits agricoles, l'électrification rurale grâce à toutes les sources d'énergie. 77 milliards FCFA du budget 2017 seront mobilisés pour atteindre les objectifs fixés.

Le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC) lancé le 30 juin 2016 est une réelle opportunité pour le secteur privé togolais, comme en témoigne, la signature de conventions entre le PNUD et 44 entreprises pour la réalisation des infrastructures sociocommunautaires dans 15 localités pour un coût total d'environ 4 milliards de Fcfa. Par ailleurs, la première phase des travaux de piste rurale lancée en octobre mobilise plus de 11,4 milliards pour 406 km. 12 entreprises pour la construction et 5 bureaux et cabinets pour le contrôle, toutes togolaises exécuteront ces travaux pour des délais de 6 à 11 mois.

De très nombreuses opportunités comme celles-ci restent à prendre pour les entreprises togolaises.

En effet, ce programme qui s'étend de 2016 à 2018 coûtera à terme plus de 155 milliards pour bénéficier à 65% de la population togolaise.

Le PNUD qui accompagne ce programme veut au-delà des objectifs de réduction de la pauvreté des zones rurale, accroître la compétitivité des entreprises locales en leur octroyant ces travaux, avec comme finalité le développement d'un partenariat public-privé solide et durable pour le développement économique du Togo.

Dans le domaine agricole, grâce au partenariat entre l'Etat et les partenaires privés ont généré la création de 15.000 emplois, dont 5.000 permanents. Ainsi donc la proportion des ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins s'établit à 33,9% en 2016, contre environ 50% en

2011. Pour ce qui concerne la pauvreté monétaire en milieu rural, elle est passée de 73,4% en 2011 à 68,7% en 2016.

Ces chiffres montrent que le partenariat entre l'Etat togolais et le privé est un atout considérable et bénéfique pour les deux parties. Il est donc nécessaire que ce partenariat doit être entretenu et assaini pour l'atteindre des objectifs de développement durable.

---

### LE SOMMET AFRIQUE- FRANCE : BAMAKO 2017

---

Le Sommet de Bamako pour le partenariat, la paix et l'émergence s'est tenu les 13 et 14 janvier 2017. Les travaux de ce Sommet, co-présidés par leurs Excellence Messieurs Ibrahim Boubacar KEITA et François HOLLANDE, Présidents respectivement de la République du Mali et de la République française, ont porté sur les enjeux de la paix et la sécurité, de l'économie et du développement, ainsi que les réponses à y apporter.

Le Président français Hollande a fait le bilan de la relation Afrique France. Concernant le secteur de la sécurité, la France a octroyé un financement de 4 milliards par an qu'il promet rehausser à 5 milliards par an via l'Agence Française de Développement.

D'importantes décisions ont été prises parmi lesquelles la poursuite des formations de soldats africains. Au Sahel, la France reste pleinement engagée dans la lutte contre les activités terroristes aux côtés de ses partenaires, en particulier dans le cadre de l'opération Barkhane et de l'appui apporté aux forces nationales.

Un soutien particulier sera apporté à la lutte contre le VIH, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées. La France a réaffirmé son engagement à lutter contre

ces pandémies pour permettre l'accès de tous à des services de prévention et à des soins de qualité, notamment en mettant l'accent sur la nécessité d'un appui et d'une assistance technique renforcés.

Les pays africains ont insisté sur l'importance des mobilités, du tourisme, du partage d'expertise et de la circulation des compétences, afin de favoriser le dynamisme économique et l'innovation, mais aussi de répondre aux besoins des individus.

Les pays africains ont également souligné l'importance de l'innovation et de la numérisation pour favoriser la diversification des économies. Ils soutiendront, à cet effet, des politiques incitatives visant à faciliter l'innovation, notamment des programmes d'incubation et d'accélération de la création de startups et de clusters, ainsi qu'un accès aux financements et au capital investissement. Ils tâcheront de renforcer les liens entre les secteurs privé et public afin d'accélérer la transition numérique des économies, y compris par le transfert de technologies.

Le secteur de l'agriculture constitue une priorité pour l'Afrique, non seulement du fait de son importance pour la sécurité alimentaire du continent mais aussi plus largement pour son développement économique et social. Dans ce cadre, l'initiative AAA (Adaptation de l'Agriculture africaine) vise une transition vers une agriculture résiliente aux changements climatiques.

Les aides qui seront fournies par le biais de l'Agence Française de Développement devraient se traduire par des partenariats public-privé. Aussi ces décisions constituent des orientations opportunes pour les entreprises africaines qui doivent se positionner pour profiter de ces partenariats et participer activement au pays.

---

## LE PRIX DES PRODUITS PETROLIERS EN HAUSSE

---

Pour l'AIE, les cours du pétrole connaîtront une tendance haussière, qui sera perceptible à partir de 2017, est due aux effets de la baisse des investissements des compagnies internationales, grâce notamment à une décision de l'Arabie Saoudite, du Venezuela, du Qatar et de la Russie de geler la production. Les investissements dans l'exploration production devraient chuter pour la seconde année consécutive, du jamais vu depuis le contre-choc pétrolier de 1986 : après un recul de 24% l'an passé, ils devraient diminuer de 17% cette année selon l'AIE. Le prix du pétrole en 2017 devrait connaître une hausse pour s'établir à 55 dollars le baril, soit un bond de 29% par rapport à 2016.

Au Togo, ces prévisions se sont déjà fait ressentir depuis le 27 janvier avec les prix à la pompe qui ont été revus à la hausse. Ainsi, le Super sans plomb passe à 476 FCFA, le gasoil à 478 FCFA, gaz butane (12,5Kg) à 6500 FCFA.

Cette analyse de la situation fait croire que cette augmentation peut être un début d'une série d'augmentation à venir pour le Togo et ses entreprises qui sont tributaires du prix international du pétrole.

Les entreprises devraient trouver des moyens pour contrecarrer l'incertitude en matière d'énergie et trouver des alternatives dans le domaine pour éviter que ses fluctuations ne portent un coup dur à leur développement. Surtout quand on sait la concurrence farouche qu'elles subissent à cause des produits nigériens et ghanéens.